



C.C.A.P

(CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES)

DEPARTEMENT DE L'ORNE

Communauté de Communes LA FERTÉ St MICHEL

Marché de travaux à bons de commandes

PROCEDURE ADAPTEE

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**PROGRAMME D'ENTRETIEN DES VOIES et DES RUES COMMUNALES
ANNEE 2019 - Reconductible en 2020, 2021 et 2022**

Maître d'Ouvrage et Maître d'œuvre :

Commune de LA FERTE MACE

Mairie, Place de la République

61600 LA FERTÉ-MACÉ

Tél : 02 33 14 00 45

Fax : 02 33 14 00 14

SOMMAIRE

ARTICLE 1^{er} : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

- 1.1 - Objet du marché - Emplacement des travaux
- 1.2 - Conclusion du marché
- 1.3 - Domicile de l'entrepreneur Titulaire
- 1. 4 - Tranches et Lots
- 1.5 - Maîtrise d'œuvre
- 1.6 - Travaux intéressant la défense
- 1.7 - Contrôle des prix de revient - Contrôle technique

ARTICLE 2 - ENUMERATION ET ORDRE DE PRIORITE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS

- 2.1 - Pièces contractuelles du marché.
- 2.2 - Différence ou contradiction entre les pièces du marché

ARTICLE 3 : PRIX MODE D'EVALUATION ET VARIATIONS DANS LES PRIX

- 3.1 - Prix :
- 3.2. - Contenu des prix
- 3.3. - Variation dans les prix

ARTICLE 4. DELAIS D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

- 4.1 - Délais d'exécution des travaux
- 4.2 - Prolongation des délais d'exécution.
- 4.3 - Pénalités pour retard - Primes pour avance
- 4.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux
- 4.5 - Délais et retenues pour remise des documents.
- 4.6 - Autres pénalités.

ARTICLE 5. RECEPTION DES TRAVAUX - GARANTIES ET ASSURANCES.

- 5.1 - Réception partielle
- 5.2 - Réception globale
- 5.3 - Garanties
- 5.4 - Garanties particulières
- 5.5 - Visite de parfait achèvement
- 5.6 - Assurances

ARTICLE 6. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

- 6.1 - Cautionnement - retenue de garantie
- 6.2 - Avance

ARTICLE 7. REGLEMENT DU MARCHÉ

- 7.1 - Mode de règlement
- 7.2 - Règlement des comptes
- 7.3 - Paiement des sous-traitants
- 7.4 - Comptable assignataire

ARTICLE 8. - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE et PRISE en CHARGE des MATERIAUX.

8.1 - Provenances et choix des matériaux et produits.

8.2 - Caractéristiques, qualité, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

8.3 - Mise à disposition de carrières et lieux d'emprunt

8.4 - Mise à disposition de lieux de mise en dépôt.

ARTICLE 9. IMPLANTATION DES OUVRAGES - PIQUETAGE

9.1 - Piquetage général.

9.2 - Piquetage spécial des ouvrages enterrés ou souterrains

ARTICLE 10. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

10.1 - Période préparation. Programme d'exécution des travaux

10.2 - Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail.

10.3 - Réunions de chantier

10.4 - Installation, organisation, hygiène et sécurité du chantier.

ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.

ARTICLE 1^{er} : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet du marché

La consultation porte sur les prestations suivantes :

**PROGRAMME D'ENTRETIEN DES VOIES et DES RUES COMMUNALES
ANNEE 2019 - Reconductible en 2020, 2021 et 2022**

Commune de LA FERTÉ MACE

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières, ainsi que dans le bordereau des prix unitaires.

1.2 - Conclusion du marché

Le présent marché a été conclu en application de l'article 28 du code des marchés publics.

Il s'agit d'un marché conclu par procédure adaptée.

1.3 - Domicile de l'entrepreneur Titulaire

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à :

- la Communes de LA FERTE MACE

Jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître au pouvoir adjudicateur l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1. 4 - Tranches et Lots

Sans Objet

1.5 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est réalisée par la Commune de LA FERTE MACE

1.6 - Travaux intéressant la défense

Sans objet

1.7 - Contrôle des prix de revient - Contrôle technique

Sans objet

ARTICLE 2 - ENUMERATION ET ORDRE DE PRIORITE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS

2.1 - Pièces contractuelles du marché.

Par dérogation à l'article 3.1 du C.C.A.G.- travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

a) Pièces particulières :

- l'Acte d'Engagement (A.E.),

- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.),
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) assorti des documents ci-après : Bordereau de Prix Unitaire et Détail Quantitatif Estimatif (BPDQE)

b) Pièces générales (non jointes au dossier)

- le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux approuvés par le décret du 19 octobre 1979,
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.-travaux) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par le décret du 21 janvier 1976 et de ses décrets modificatifs, tels que ces documents sont en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

2.2 - Différence ou contradiction entre les pièces du marché

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, les documents prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 3 : PRIX MODE D'EVALUATION ET VARIATIONS DANS LES PRIX

3.1 - Prix :

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du présent marché seront réglées :

- par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des Prix Unitaires et Détail Quantitatif Estimatif, complété par le CCTP et les différentes normes en vigueur.

3.2 - Contenu des prix

Les prix du marché sont établis hors TVA et en prenant en compte les sujétions suivantes:

- la présence de canalisations, conduites et câbles de toutes natures, l'écoulement des eaux et leur épuisement, le maintien de la circulation ainsi que son organisation, le maintien de l'accès aux propriétés riveraines, etc....
- les travaux qui seraient exécutés simultanément sur des chantiers voisins
- la préparation et l'installation de chantier telle que définie à l'article 10
- les frais nécessaires à l'implantation des ouvrages, ainsi que le précise l'article 9
- les prix sont réputés comprendre également toutes taxes et faux frais, ainsi que tout élément normalement prévisible dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux.
- le complet achèvement, conformément aux règles de l'art et aux règlements en vigueur
- le fait que les prix comprennent tous les éléments indispensables, et que les entreprises de par leurs connaissances professionnelles, supplient aux détails qui auraient été omis.

Les prix sont réputés comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché, la marge de l'entrepreneur auquel le marché est assigné, pour défaillance éventuelle des sous-traitants.

Les prix afférents au marché assigné au mandataire ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes du chantier visées au 12 de l'article 10 du CCAG.

3.3 - Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

3.3.1 - Dispositions générales.

Les prix du présent marché sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres.

Ce marché comprend l'ensemble des travaux à réaliser pour parvenir au complet achèvement des ouvrages quand bien même, certains de ces travaux seraient omis ou non décrits de façon formelle sur les pièces du présent dossier.

Les prix des travaux sont révisibles suivant les modalités de révision des prix.

Ces prix s'appliqueront à l'ensemble des travaux à réaliser, quelque soit les aléas des chantiers et leurs enchainements.

3.3.2 Modalités de révision des prix

Les travaux sont traités à prix fermes et révisibles suivant l'index national TP09ter du 1^{er} janvier de chaque année.

Les prix portés dans l'acte d'engagement sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au premier jour du mois précédent la date limite de remise des offres.

L'index de référence choisi en raison de sa situation pour l'actualisation des prix des travaux faisant l'objet du marché est l'index national TP09ter Travaux d'entretien de voirie.

Les prix sont fermes et révisibles par application aux prix du marché d'un coefficient k donné par la formule suivante :

$$\text{Pour les travaux : } k = \frac{\text{TP09ter } n}{\text{TP09ter } n-1}$$

Dans lesquels :

TP09ter n = valeur de l'index TP09ter du mois de janvier de l'année en cours

TP09etr n-1 = valeur de l'index TP09ter du mois de janvier de l'année précédente

ARTICLE 4. DELAIS D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4.1 - Délais d'exécution des travaux.

Le délai d'exécution des travaux commence à courir à la date d'effet du ou des bons de commandes prescrivant au Titulaire de commencer l'exécution des travaux et ceux jusqu'au parfait achèvement du ou des chantiers.

4.2 - Prolongation des délais d'exécution.

Sans Objet

4.3 - Pénalités pour retard - Primes pour avance.

Sans objet

4.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.

Sans objet

4.5 - Délais et retenues pour remise des documents.

Sans objet

4.6 - Autres pénalités.

Sans Objet

ARTICLE 5. RECEPTION DES TRAVAUX - GARANTIES ET ASSURANCES.

5.1 - La réception des travaux à la charge du Titulaire aura lieu dans les conditions fixées au chapitre V du CCAG-Travaux.

Préalablement à cette réception, le Titulaire devra s'être conformé au premier alinéa de l'article 4.5 du présent C.C.A.P. pour les travaux concernés.

Le délai laissé à l'entrepreneur pour lever les réserves émises est de 1 mois.

5.3 - Garanties

Il est fait application des stipulations relatives à la garantie, contenues dans le chapitre V du CCAG Travaux.

Pendant le délai de garantie l'entrepreneur Titulaire sera tenu à une obligation de parfait achèvement selon les dispositions des articles 44.1 et 44.2 du CCAG Travaux ; l'entrepreneur remédiera à tous les désordres signalés par le Maître d'Ouvrage, de telle sorte que les ouvrages soient conformes à l'état où ils étaient lors de la réception.

L'Entrepreneur est dégagé de ses obligations si les dégradations résultent d'une utilisation anormale des ouvrages.

Une libération de la retenue de garantie s'appliquera aux travaux réceptionnés en fin de phase provisoire sur demande expresse de l'entreprise.

5.4 - Garanties particulières

Sans objet

5.5 - Visite de parfait achèvement

Préalablement à l'expiration du délai de garantie tel que défini à l'article 5.3 ci-dessus, le Maître d'Ouvrage convoquera le Titulaire pour une visite du ou des chantiers. Le Titulaire devra alors, conformément aux alinéas a), b) et c) de l'article 44.1 du C.C.A.G.-travaux, remédier aux désordres éventuellement constatés.

Un Procès-verbal sera alors établi constatant le parfait achèvement des travaux.

Par dérogation aux articles 41.6 et 44.1 du C.C.A.G.-travaux, cette formalité est préalable à la libération de la caution ou à la restitution de la retenue de garantie.

5.6 - Assurances

Dans un délai de Quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, Le Titulaire, ou le Mandataire, ainsi que les cotraitants et les sous-traitants désignés dans le marché, doivent justifier qu'ils disposent :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- d'une assurance couvrant les responsabilités définies aux articles 1792 à 1792-6 et 2270 du Code civil (garantie décennale des constructeurs, garantie biennale de bon fonctionnement, garantie d'un an de parfait achèvement).
- d'une assurance "individuelle de responsabilité civile chef d'entreprise" ; Le Titulaire apportera cette justification au Maître de l'Ouvrage au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

ARTICLE 6. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

6.1 - Cautionnement - retenue de garantie

Un cautionnement devra être constitué par le Titulaire. Il n'est pas dérogé aux stipulations de l'article 4.1 du CCAG-Travaux.

Le montant du cautionnement sera égal à 5 % du montant de chacun des bons de commandes.

Le mode d'application de cette clause est précisé par le Titulaire dans l'A.E.

Si le Titulaire n'a pas précisé dans l'A.E. le mode d'application de la présente clause ou si, à la date de présentation du premier projet de décompte, aucune caution ou garantie à première demande n'a été constituée, la retenue de garantie s'appliquera automatiquement sur les décomptes à venir.

L'acte de cautionnement devra émaner d'un établissement de crédit notoirement connu sur la place.

En cas de cautionnement bancaire, il se fera par tranche et au plus tard au moment de l'envoi du premier décompte de cette tranche.

La libération de la caution ou à la restitution de la retenue de garantie est soumise à l'article 5.5 du présent C.C.A.P.

ARTICLE 7. REGLEMENT DU MARCHE

7.1 - Mode de règlement :

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés au vu des situations précisant les quantités aux prix du bordereau des prix unitaires.

7.2 - Règlement des comptes

Le règlement des comptes du marché en termes d'établissement des décomptes, des acomptes, du solde et des intérêts moratoires, le cas échéant, se fait dans les termes et conditions du chapitre II du CCAG Travaux, sauf s'il y est expressément dérogé.

Le Titulaire du marché devra présenter son projet de décompte du mois M au Maître d'ouvrage lors de la première réunion de chantier du mois $M+1$, sans toutefois que cette date puisse être postérieure au 10 du mois $M+1$. Ce jour sera pris contractuellement comme date de remise de projet, tout retard reportera le délai au 10 du mois suivant.

Les montants des décomptes mensuels seront établis à partir des prix unitaires figurant au marché sans actualisation ni révision de ceux-ci.

Les quantités prises en compte pour l'établissement du projet de décompte sont celles réellement exécutées au dernier jour du mois M .

Il est entendu que seul des travaux réceptionnables seront considérés comme réellement exécutés.

Par dérogation à l'article 13 du CCAG Travaux, l'avant dernière situation de chaque bon de commande ne pourra excéder 90% du montant total du bon de commande.

7.3 - Paiement des sous-traitants

7.3.1. - Modalités de paiement direct des sous-traitants

Pour les sous-traitants désignés dans l'A.E. pour lesquels le paiement direct a été précisé, le Titulaire joindra en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le Maître de l'Ouvrage à chaque sous-traitant ; cette somme inclura la TVA.

7.3.2. - désignation de sous-traitants en cours de marché

Le Titulaire peut, en cours d'exécution du marché, demander au Maître de l'Ouvrage l'autorisation de sous-traiter certaines parties du marché non prévues dans l'A.E. Il doit alors procéder conformément à l'article 2.41. du C.C.A.G.

S'il demande le paiement direct en faveur de sous-traitants qui n'ont pas été prévus dès l'origine dans l'A.E., l'acceptation des sous-traitants par le Maître de l'Ouvrage et l'agrément de leurs conditions de paiement doivent être constatés dans un avenant ou dans un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par le Titulaire.

Cet avenant ou cet acte spécial devra préciser les éléments suivants :

- les modalités de règlement des sommes à payer directement aux sous-traitants,
- le compte à créditer,
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du Code des marchés publics,

- le comptable assignataire des paiements.

7.4 - Comptable assignataire

Pour l'exécution financière du présent marché, le comptable public assignataire chargé des opérations de paiement pour le Maître de l'Ouvrage est le **Receveur Municipal de LA FERTÉ-MACÉ**.

Toutes les correspondances ou réclamations liées aux opérations de paiement doivent lui être adressées.

ARTICLE 8. - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE et PRISE en CHARGE des MATERIAUX.

8.1 - Provenances et choix des matériaux et produits.

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les conditions particulières ou générales du marché.

8.2 - Caractéristiques, qualité, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.

Sans Objet

8.3 - Mise à disposition de carrières et lieux d'emprunt.

Sans objet

8.4 - Mise à disposition de lieux de mise en dépôt.

A la charge de l'entreprise

ARTICLE 9. IMPLANTATION DES OUVRAGES - PIQUETAGE

L'implantation et le piquetage des ouvrages à construire ou existants, sont à la charge de l'entreprise.

9.1 - Piquetage général.

9.1.1. - Implantation générale

L'implantation des limites d'emprises du ou des projets seront réalisées par le maître de l'Ouvrage avec l'établissement d'une épure et la matérialisation sur le terrain par point décalés. Le nivellement sera donné par 2 repères altimétriques minimum.

Cette implantation sera constatée contradictoirement entre le Maître d'ouvrage et le Titulaire, ou le Mandataire.

Tout déplacement accidentel d'un repérage devra faire l'objet d'une déclaration au maître d'ouvrage et la remise en état sera à la charge du responsable, ou à défaut à la charge du Titulaire.

9.1.2. - Implantation des ouvrages.

L'implantation complémentaire nécessaire à la réalisation des ouvrages reste à la charge de chaque entrepreneur.

Cette implantation sera réalisée sous l'entière responsabilité de l'entreprise.

9.2 - Piquetage spécial des ouvrages enterrés ou souterrains.

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés existants, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter sera effectué par les exploitants des ouvrages sur demande de l'entrepreneur.

Cette clause ne soustrait pas le Titulaire aux Déclarations d'Intention de Travaux.

ARTICLE 10. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.

10.1 - Période préparation. Programme d'exécution des travaux.

10.1.1. - Prestations à la charge de l'entrepreneur.

Il n'est pas fixé de période de préparation. Mais pendant cette période, l'entrepreneur effectuera les prestations suivantes :

- établir les calendriers détaillés des travaux, qu'il fera approuver par le Maître d'ouvrage dans un délai de deux semaines suivant le (s) bon (s) de commande (s)
- dresser un constat de l'état des lieux, y porter la reconnaissance des ouvrages existants, le remettre au maître d'ouvrage avant tout début d'exécution et l'inviter à la visite si l'entrepreneur le juge nécessaire en raison de certaines difficultés possibles.
- établir les notes de calcul et les plans d'exécution qui sont à sa charge,
- proposer l'installation de chantier, s'il y a lieu, au maître d'ouvrage sur un plan et réaliser les installations après accord de ce dernier,
- envoyer les Déclarations d'Intention de Travaux,
- établir un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) conforme aux demandes du CSPS désigné par le Maître d'Ouvrage.

10.2 - Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail.

L'entrepreneur devra modifier les plans en fonction des difficultés rencontrées en cours de chantier et ceci avant la fin de son intervention, à la demande du maître d'ouvrage.

L'entrepreneur tiendra sur le chantier un jeu de ses plans à jour.

L'entrepreneur remettra au plus tard au jour de la visite préalable à la réception, le dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.) en trois exemplaires sur support papier + un exemplaire sur support numérique au plus tard le jour de la visite préalable à la réception des travaux correspondants. Le dossier comprendra, en plus des plans des ouvrages exécutés plans de récolement EU-EP, les procès-verbaux et les bons aux essais des gestionnaires des réseaux.

10.3 - Réunions de chantier

Les rendez-vous de chantier auront lieu une fois par semaine, à partir de la date de démarrage effective des travaux. Le jour et l'heure seront fixés d'un commun accord entre les parties le jour de la réunion de démarrage du ou des chantiers.

Assisteront aux rendez-vous de chantier :

- un représentant dûment mandaté par le Maître de l'Ouvrage,
- un représentant dûment habilité par le Titulaire.

Le Titulaire pourra, en cas de besoin, y faire participer un ou plusieurs représentants habilités de ses sous-traitants agréés.

Les rendez-vous de chantier se tiendront sous la présidence du représentant du Maître de l'Ouvrage. Ce dernier en dressera un procès-verbal.

Un exemplaire de chaque procès-verbal sera adressé par les soins du Maître d'ouvrage au plus tard dans les trois jours ouvrés de la date de tenue de la réunion concernée à tous les participants, à l'exclusion des sous-traitants dont le Titulaire fait son affaire personnelle.

Le cas échéant, le Titulaire fera connaître au Maître de l'Ouvrage ses remarques et réserves sur ledit procès-verbal et ce, par lettre recommandée avec accusé de réception dans les sept jours de la réception de ce procès-verbal.

10.4 - Installation, organisation, hygiène et sécurité du chantier.

10.4.1. - Installation du chantier

L'entrepreneur Titulaire, ou le Mandataire, établira un plan d'installation de chantier qui fera figurer au moins :

- le local, si nécessaire, pour le personnel et les réunions de chantier,
- la signalisation du chantier en particulier par rapport à la voie publique,
- le stockage des terrassements et de la terre végétale,

L'accord du maître d'ouvrage sur ce plan ne dégage en rien la responsabilité de l'entrepreneur quant aux règles d'hygiène et de sécurité qu'il doit appliquer.

10.4.2. - Garde du chantier

La garde du chantier incombe au Titulaire, à compter de l'O.S.D. jusqu'à la réception partielle de la phase provisoire et de l'O.S. lui prescrivant de redémarrer le chantier pour les travaux de finition jusqu'à la réception globale.

10.4.3. - Signalisation

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée par le Titulaire sous le contrôle du Maître d'ouvrage.

10.4.4. - Hygiène et sécurité du chantier.

Les entreprises se conformeront à la réglementation en vigueur et en particulier à la loi 93-1418 du 31 décembre 1993, au décret n°94-1159 du 26 décembre 1994, au code du travail et aux prescriptions propres à la sécurité et à l'hygiène sur les chantiers.

10.4.5. - Mesures d'ordre social. Application de la réglementation du travail.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total d'ouvrier de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10% (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est de 10% (dix pour cent).

ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.

Pour l'application du présent marché, il est expressément dérogé en totalité ou partiellement, comme indiqué dans les articles du présent CCAP qui précèdent - aux stipulations suivantes du CCAG-Travaux :

- L'article 2.1 du CCAP déroge à l'Article 3.1 du CCAG
- L'article 3.2 du CCAP déroge à l'Article 10.4 du CCAG
- L'article 3.3.1 du CCAP déroge à l'Article 10.4 du CCAG
- L'article 4.3 du CCAP déroge aux Articles 20 et 20.7 du CCAG
- L'article 4.5 du CCAP déroge aux Articles 20.6 et 40 du CCAG
- L'article 4.6 du CCAP déroge à l'article 20.1 du CCAG
- L'article 5.1 du CCAP déroge à l'article 41.6 du CCAG
- L'article 5.2 du CCAP déroge à l'article 41.6 du CCAG
- L'article 5.5 du CCAP déroge aux Articles 41. 6 et 44.1 du CCAG
- L'article 7.2 du CCAP déroge à l'article 13 du CCAG
- L'article 8.2 du CCAP déroge à l'Article 24.3 du CCAG

Le Titulaire

Fait en un exemplaire,

A.....

Le

N.B. : Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé », daté et signé Chaque page de l'ensemble des documents contractuels du marché doit être paraphée